

La compétitivité et les autres dossiers de la rentrée

Par Carlo THELEN, directeur général de la Chambre de Commerce*

Félicitons-nous des bonnes nouvelles qui nous sont parvenues par le Forum Economique Mondial: après une longue traversée du désert, le Grand-Duché parvient finalement à remonter la pente en améliorant son positionnement dans le «Global Competitiveness Report» pour loger à la 19^e place dans le concert des 144 nations les plus compétitives (+3 places).

Parmi les points forts, les chefs d'entreprise estiment que le poids ressenti de la réglementation s'est réduit – signe que la volonté gouvernementale d'œuvrer en faveur de la simplification administrative est bien accueillie.

Un autre point saillant de l'étude: nous remportons l'Oscar du meilleur pays pour nos aptitudes technologiques. Ces dernières sont d'une importance capitale pour l'économie, au-delà du seul sec-



teur des TIC. Par ailleurs, les efforts d'innovation déployés par les entreprises et l'Etat portent leurs premiers fruits. Cependant, l'étude confirme que le Luxembourg demeure en manque d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et que les intentions d'investissements des entreprises dans la R&D reculent – une évolution peu favorable au déploiement des niches des compétences qui soutiennent la diversification de nos activités économiques.

Un nombre d'autres faiblesses structurelles persistent, surtout au niveau des infrastructures et du marché du travail. Dans le premier domaine cité, le Luxembourg arrivera sans doute à rectifier le tir une fois que les grands projets de mobilité annoncés par le plan sectoriel «Transports» auront été réalisés.

Quant au marché du travail, le manque de flexibilité quant à la fixation des salaires, et leur dissociation par rapport aux gains

de productivité réalisés, demeurent des entraves à la compétitivité des entreprises, réduisant leur capacité d'adaptation face à un environnement concurrentiel en constante mutation.

Les améliorations de compétitivité dont témoigne l'étude du WEF ainsi que le climat économique actuellement plus favorable au Luxembourg devraient nous encourager pour lancer des réformes qui, pour la plupart d'entre elles, attendent patiemment depuis un certain temps pour être abordées avec courage et détermination. Et la fenêtre de tir risque de se fermer plus vite que prévu encore au printemps.

Côté réformes annoncées, le projet de loi «Omnibus» est un pas dans la bonne direction. Je mentionnerais également la présentation des plans sectoriels: fort accroissement démographique, pénurie de logements, axes routiers et ferrés saturés – tous ces éléments s'inscrivent dans le cadre d'un développement parfois désordonné du pays. Plus que jamais, il importe de «remettre de l'ordre» dans l'organisation spatiale.

S'y rajoute une série d'autres réformes qui s'imposent, à savoir la réforme du lycée, de l'assurance dépendance, du cadre budgétaire, sans passer sous silence les référendums annoncés pour 2015/2016. La liste n'est pas exhaustive – rappelons encore les défis classiques tels que le déficit structurel de l'Etat, le chômage toujours en hausse chez nous alors qu'il est en repli quasiment partout en

Europe, la compétitivité-coût, la réforme fiscale annoncée ainsi que deux enjeux stratégiques, à savoir le nation branding et la Présidence européenne au deuxième semestre 2015.

L'heure est donc aux réformes et le gouvernement se dit prêt à s'y atteler. Et, en effet, le gouvernement doit s'assurer d'entreprendre ces réformes maintenant, sans prendre du retard car la situation conjoncturelle assez favorable, telle que nous la connaissons aujourd'hui, risque de se dégrader plus vite que prévu; en témoignent le récent recul de la confiance des consommateurs luxembourgeois, un deuxième trimestre 2014 décevant sur le front conjoncturel du Vieux Continent, les tentatives sans précédent de la Banque centrale européenne (BCE) de lutter contre le risque de déflation et pour raviver la locomotive économique européenne et les tensions géopolitiques qui ne cessent de prendre de l'ampleur.

Dans tout cela, n'oublions enfin pas que les entreprises qui risquent de souffrir le plus de la reprise quel que peu «avortée» seront les PME locales et traditionnelles, souvent établies de longue date et représentant la colonne vertébrale de notre économie. Elles ne profiteront guère des mesures non-conventionnelles de politique monétaire mises en œuvre par la BCE, ni de certaines améliorations mises en exergue par le classement du WEF.

* <http://www.carlothelenblog.lu>